



Distribution: générale

Point 5 de l'ordre du jour

Date: 29 janvier 2026

WFP/EB.1/2026/5-B

Original: anglais

Questions de politique générale

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

## **Point sur la mise en œuvre du Fonds d'aide à la transformation pour changer la vie**

### **Résumé**

Créé en 2023, le Fonds d'aide à la transformation pour changer la vie vise à renforcer l'appui apporté par le PAM aux gouvernements aux fins de la mise en œuvre de programmes de sécurité alimentaire et de nutrition dirigés par les pays, qui soient porteurs de transformations, catalytiques et pérennes et qui puissent avoir un impact à grande échelle. Doté d'un budget de 65 millions de dollars É.-U., dont 55 millions sont financés par le Fonds général du PAM et 10 millions par le Gouvernement allemand, il offre un financement pluriannuel et souple à dix programmes sélectionnés selon une procédure de mise en concurrence. En 2024, l'attention s'est portée sur la mise en place et la planification des programmes, le lancement de leur mise en œuvre et le développement des partenariats.

En 2025, deuxième année de sa mise en œuvre, le Fonds d'aide à la transformation pour changer la vie s'est appuyé sur les bons résultats obtenus précédemment. L'année a été marquée par des évolutions positives des politiques et des programmes, qui ont eu un impact sur les communautés. Les bureaux du PAM au **Pérou** et aux **Philippines** ont grandement contribué à sensibiliser aux repas scolaires utilisant la production locale et mis en place de nouvelles modalités de fourniture de l'assistance alimentaire qui facilitent les achats de vivres aux petits exploitants agricoles. Au **Kenya** et au **Tchad**, le PAM a collaboré avec les gouvernements et ses partenaires pour relier les réfugiés et les membres vulnérables des communautés d'accueil aux moyens d'existence de façon à augmenter leur capacité de se développer de façon autonome. Au **Bangladesh**, la protection sociale a été élargie à des millions de femmes vulnérables, tandis qu'au **Ghana**, en **Iraq**, au **Niger** et en **République-Unie de Tanzanie**, les programmes ont été mis en place de manière stratégique afin d'opérer des transformations profondes.

---

### **Coordonnateurs responsables:**

M. M. Cavalcante  
Directeur  
Coordination stratégique  
courriel: [marco.cavalcante@wfp.org](mailto:marco.cavalcante@wfp.org)

M. N. Bidault  
Responsable  
Fonds d'aide à la transformation pour changer la vie  
courriel: [nicolas.bidault@wfp.org](mailto:nicolas.bidault@wfp.org)

L'ancrage local a aussi été renforcé, y compris au moyen d'une mise en œuvre directe sur le terrain, avec l'appui d'un écosystème efficace d'acteurs locaux comprenant des organisations non gouvernementales, des réseaux communautaires, des acteurs privés et des organismes publics œuvrant à la réalisation d'objectifs communs.

Les financements d'amorçage pluriannuels souples accordés au titre du Fonds ont permis d'introduire des changements d'ampleur et d'obtenir un effet catalytique multiplicateur représentant près de huit fois l'investissement initial. Les contributions financières même modestes, conjuguées à une planification précoce, un appui structurel et des allocations fondées sur l'efficacité, ont permis aux bureaux de pays d'adopter un positionnement plus stratégique et d'attirer de nouveaux financements de la part des gouvernements et de partenaires à long terme. Les bureaux de pays ont continué de mobiliser des financements catalytiques et ont ainsi collecté le double du montant auquel ils s'attendaient sur l'ensemble de la période de mise en œuvre. Au total, les financements catalytiques se sont élevés à 501,6 millions de dollars, la plus forte progression provenant des financements nationaux, signe de la pertinence du Fonds et de sa concordance avec les objectifs des pays. Sur cette somme totale, le PAM a levé 118 millions de dollars pour la fourniture d'une assistance technique.

Les activités consacrées à la mise en place d'un solide système fondé sur des données factuelles se sont poursuivies. En 2024 et 2025, d'importants progrès ont été accomplis pour jeter les bases d'évaluations fiables. La collecte de données de référence a été menée à bien au **Bangladesh**, au **Kenya**, au **Niger**, au **Pérou**, aux **Philippines** et au **Tchad**.

Dans le cadre d'un processus d'examen rigoureux, le Fonds a continué de surveiller et de réévaluer les programmes. Au **Nicaragua**, le bureau de pays n'a pas pu obtenir l'appui institutionnel nécessaire à la mise en œuvre durable de l'initiative prévue au titre du Fonds d'aide à la transformation pour changer la vie en 2025. Il a donc été mis un terme au projet fin 2025, et un bilan visant à tirer les enseignements de l'expérience a été programmé et devrait être mené à bien au premier trimestre de 2026. Avec l'accord de la haute direction du PAM, les sommes restantes ont été réaffectées à d'autres bureaux de pays bénéficiant d'un soutien du Fonds qui affichaient de bons résultats, une mise en œuvre de qualité et la capacité de transposer les programmes à plus grande échelle et de couvrir les dépenses d'appui et d'évaluation engagées par le Siège.

Pour l'avenir, le Fonds d'aide à la transformation pour changer la vie offre, dans le cadre du Plan stratégique nouvellement approuvé, un vaste modèle de programmation et de financement à long terme de qualité. Au cours de la prochaine année de mise en œuvre, le PAM continuera de mettre à profit et de prendre en compte les enseignements tirés de cette initiative en interne – dans les neuf bureaux de pays concernés et au-delà –, et en concertation avec ses partenaires extérieurs, dans le cadre de la collaboration instaurée avec les organismes ayant leur siège à Rome et à travers l'initiative de réforme ONU80.

## **Deuxième année du Fonds d'aide à la transformation pour changer la vie**

1. L'une des principales ambitions du Fonds d'aide à la transformation pour changer la vie (ci-après "le Fonds") est de transformer la manière dont les gouvernements procèdent pour améliorer la vie des personnes et des communautés pauvres en situation d'insécurité alimentaire. Au cours de cette deuxième année, le Fonds a continué de montrer sa forte valeur ajoutée, qui repose sur la prise en main des programmes par les autorités et sur des partenariats renforcés, notamment au niveau infranational qui est le niveau auquel les activités sont mises en œuvre. Il renforce de manière durable l'ancrage local en appuyant un écosystème efficace d'acteurs sur le terrain et contribue ainsi à transformer en profondeur les communautés, les réseaux locaux et les systèmes nationaux, ce qui profite en fin de compte aux bénéficiaires du PAM.
2. Au cours de cette deuxième année, plus de la moitié des programmes soutenus par le Fonds avaient pour priorité de consolider les modalités de mise en œuvre et de suivi en collaboration avec les partenaires pour venir en aide aux bénéficiaires de niveau 1 (bénéficiaires directs). Les bureaux de pays qui mettent en œuvre les autres programmes menés au titre du Fonds ont mis davantage de temps pour instaurer un climat de confiance et élaborer des initiatives avec les gouvernements, concevoir les programmes dans leur version finale et élaborer des enquêtes de référence.
3. Le Fonds reste géré selon un modèle de financement fondé sur les résultats qui couvre l'ensemble de son portefeuille d'activités. Cela permet de réaffecter les ressources de manière stratégique afin de tirer parti au mieux des investissements qui permettent de transposer les opérations à plus grande échelle, d'obtenir un impact et d'améliorer la qualité des programmes. Les versements destinés aux bureaux de pays sont effectués sous réserve de résultats tangibles, tels que la mise en œuvre réussie des activités, l'utilisation des fonds en temps voulu et les financements catalytiques mobilisés. Dans le cas du Nicaragua, les économies réalisées ont été réaffectées à d'autres pays relevant du portefeuille du Fonds dont l'impact potentiel était plus élevé, et cette démarche continuera d'être appliquée en cas de nouvelles économies substantielles à l'avenir.
4. À la fin de la deuxième année de mise en œuvre, la plupart des bureaux de pays participants ont indiqué avoir levé de nouvelles ressources catalytiques auprès des gouvernements, de donateurs et de partenaires du secteur privé. En tout, dans les neuf pays concernés, le Fonds a contribué à débloquer quelque 501,6 millions de dollars de financements catalytiques supplémentaires, ce qui représente 204 pour cent de l'objectif initialement fixé pour toute la durée de l'initiative (soit 246 millions de dollars)<sup>1</sup>. Parmi les principaux facteurs de l'augmentation des financements figurent les ressources nationales, qui se sont élevées à 72,1 millions de dollars au total, soit un montant cumulé de 94,8 millions de dollars depuis la création du Fonds. Sur le montant total mobilisé, 118 millions de dollars ont été versés directement au PAM pour appuyer la mise en œuvre des programmes ou fournir une assistance technique. Cette expérience jette un précieux éclairage sur la mobilisation de ressources destinées au PAM.

---

<sup>1</sup> L'objectif a été revu afin d'exclure le Bureau du PAM au Nicaragua.

## Changements porteurs de transformations

5. *Participation à l'élaboration des politiques.* L'élément essentiel sur lequel repose le Fonds est la participation à l'élaboration des politiques dans le respect des priorités nationales. Aux **Philippines**, les activités de sensibilisation menées par le PAM ont appuyé les auditions du Sénat en septembre 2025 concernant les projets de loi sur les repas scolaires, qui portaient sur l'élaboration d'un programme universel de repas scolaires, des modèles de livraison de repas chauds, l'approvisionnement auprès de petits exploitants et l'augmentation du budget alloué au programme d'alimentation en milieu scolaire. Le Département de l'éducation a prorogé le programme pour l'année scolaire 2025/26 afin de fournir des repas chauds à tous les élèves de maternelle et, pendant 130 jours, à des élèves nouvellement ciblés du cycle primaire. En août 2025, le PAM a contribué à la rédaction d'un arrêté administratif conjoint visant à intégrer des produits locaux dans les programmes d'alimentation en milieu scolaire et portant création d'un organe de surveillance multisectoriel chargé d'institutionnaliser les programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale.
6. Au **Pérou**, le PAM a aidé à faire évoluer, à titre expérimental, le programme national de repas scolaires afin de passer d'un système de distribution géré au niveau central à un mécanisme communautaire de subvention directe permettant de fournir des repas plus sains et plus variés tout en développant l'économie locale. Dans le cadre de ce mécanisme, les comités de parents qui gèrent le programme reçoivent des transferts monétaires qui leur servent à acheter des produits alimentaires sur les marchés locaux et auprès des petits exploitants.
7. Au **Bangladesh**, le PAM a plaidé sans relâche la cause des groupes mal desservis vivant en zone urbaine, ce qui a conduit le Gouvernement à allouer des fonds pour étendre la couverture du programme social pour la mère et l'enfant dans les zones urbaines ainsi qu'aux travailleuses des plantations de thé et aux ouvrières à faible revenu. Les activités de sensibilisation du PAM ont également appuyé l'élargissement prévu du programme destiné aux femmes vulnérables dans les zones urbaines, la démonstration de l'efficacité de ce programme et la production de données factuelles connexes. Le PAM a également facilité la signature de mémorandums d'accord avec des organismes des secteurs du prêt-à-porter, du textile et du cuir afin d'étendre les initiatives de protection sociale aux ouvriers concernés. Le Gouvernement bangladais a fait progresser les concertations lors de la conférence nationale sur la protection sociale, tenue en septembre 2025 avec le soutien du PAM.
8. Au **Kenya**, l'approbation du plan Shirika, mis en place en mars 2025 par le Président, témoigne d'une évolution stratégique importante de l'action publique qui consiste à passer d'interventions axées sur l'aide humanitaire à une approche tournée vers le développement et dirigée par le Gouvernement qui favorise l'inclusion durable des réfugiés et des communautés d'accueil ainsi que la création de débouchés économiques à leur intention. Cela a permis au Gouvernement, au PAM et à ses partenaires, aux côtés des communautés de réfugiés, d'élaborer un cadre d'assistance différenciée, qui vise à aider en priorité les réfugiés les plus vulnérables, à leur offrir des possibilités de subsistance et à donner aux ménages les moyens de se développer de façon autonome.

9. *Mise en œuvre opérationnelle.* Plusieurs bureaux de pays bénéficiant d'un soutien du Fonds ont élargi la mise en œuvre des programmes sur le terrain en 2025. Au moment de l'établissement du présent rapport, on estimait que le Fonds contribuait à venir en aide à 91 626 bénéficiaires de niveau 1 (bénéficiaires directs). Le projet au **Tchad** a permis de réaliser d'importants progrès en matière de renforcement de la gouvernance et d'accès aux terres pour les réfugiés et les communautés d'accueil grâce à la création de comités de gestion foncière dans les zones couvertes par les bureaux auxiliaires du PAM à Farchana, Amdjarass, Gore et Goz Beida. Dix accords fonciers couvrant 979 hectares ont été signés sur les 12 prévus, et 2 270 ménages ont déjà bénéficié d'un appui à la création d'actifs. À Farchana, la première campagne agricole, débutée en février 2025, a permis de récolter 75 852 kilogrammes de produits et généré 12 millions de francs CFA (soit 3 800 dollars) grâce à la vente des excédents, quelques mois seulement après le début du projet. Dans l'est du pays, on constate une convergence entre le projet financé par le Fonds et le Partenariat pour la résilience au Sahel financé par le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, partenariat dont les activités viennent compléter les résultats obtenus grâce au Fonds.
10. Aux **Philippines**, le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale a commencé à transformer les systèmes alimentaires locaux en permettant à des coopératives d'agriculteurs d'accéder à un marché institutionnel fiable à la faveur de 18 accords de commercialisation. Grâce à ces contrats prévisibles, les coopératives qui fournissent les écoles en aliments produits localement ont vu leurs recettes se stabiliser pour s'établir à 314 801 dollars pour l'année scolaire 2025/26, permettant aux ménages concernés de mieux subvenir à leurs besoins et aux coopératives en question de commencer à investir dans des pratiques écologiquement durables. Le bureau de pays a mené des activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale qui ont bénéficié à 12 130 élèves de 30 écoles, principalement dans la Région autonome Bangsamoro en Mindanao musulmane, en faisant appel aux services de 3 743 petits agriculteurs appartenant à 20 organisations paysannes.
11. Au **Pérou**, le PAM a expérimenté une initiative économique de soutien financier financée par FOSPIBAY, un fonds social du secteur privé, dans le cadre de laquelle des repas frais et nutritifs ont été distribués à 5 194 élèves dans 22 écoles d'Ayacucho et de Cuzco et à 3 509 élèves dans 13 écoles de Piura. Le projet a été très bien accepté par la communauté et aucun cas d'intoxication alimentaire n'a été signalé. Cette approche a été intégrée au nouveau programme national de repas scolaires, qui bénéficie maintenant chaque jour à 17 000 élèves de 62 écoles de Lima et de Callao. Les ventes de produits issus des centres de transformation qui fournissent les écoles et le programme d'alimentation complémentaire permettent aux petits exploitants de commencer à générer des revenus, ce qui constitue pour eux une étape cruciale, nombre d'entre eux ayant pu accéder pour la première fois aux marchés publics officiels par l'intermédiaire de ces programmes.
12. Au **Niger**, en coordination avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), trois séries de transferts monétaires ont été effectuées dans le cadre du projet pilote financé par le Fonds d'aide à la transformation pour changer la vie à l'intention de 6 500 ménages (44 000 personnes) en situation d'insécurité alimentaire chronique. Ces transferts ont été supervisés au moyen des systèmes du registre social unifié mis en place au niveau national, ce qui représente une avancée vers la gestion nationale des filets de sécurité.
13. Au **Ghana**, 14 919 agriculteurs, dont 46 pour cent de femmes et 24 pour cent de jeunes, ont été sélectionnés et enregistrés avec succès. Des plants de manguier, d'anacardier et de moringa ont été distribués à 3 212 agriculteurs selon les proportions recommandées pour une séquestration optimale du carbone; 6 788 exploitants supplémentaires en recevront en avril 2026.

14. Au **Bangladesh**, le PAM a fourni au Ministère des affaires féminines un soutien technique en matière d'analyse des prestations, de génération des états de paie et de suivi des dépenses aux fins de la distribution d'une allocation mensuelle – dont la valeur est passée de 800 à 850 taka en juillet 2025 – et de la diffusion de messages visant à faire évoluer la société et les comportements à destination de 1,8 million de femmes bénéficiaires du programme social pour la mère et l'enfant. Il a également facilité l'inscription en ligne de 2,3 millions de femmes pour le cycle 2025-2026 du programme social destiné aux femmes vulnérables. Plus d'un million de femmes reçoivent maintenant 30 kilogrammes de riz enrichi par mois et bénéficieront bientôt, en complément, de cours d'acquisition de compétences de la vie courante, notamment en matière d'entrepreneuriat, le but étant d'aider les intéressées à améliorer leurs revenus et leurs moyens d'existence.
15. Au **Kenya**, en collaboration avec le Gouvernement, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le PAM a facilité, en août 2025, l'inscription dans le registre unique amélioré établi par le Gouvernement de 127 386 ménages de réfugiés et de demandeurs d'asile de Kakuma et Dadaab. Il s'agit là d'une avancée importante pour l'inclusion des réfugiés prévue par le plan Shirika et la loi sur les réfugiés de 2021. Les données enregistrées ont été essentielles pour catégoriser les ménages de réfugiés et déterminer les interventions prioritaires à mener au titre du cadre d'assistance différenciée.
16. *Meilleur ancrage local.* Aux **Philippines**, les activités financées par le Fonds ont contribué à resserrer la collaboration avec les acteurs locaux de la Région autonome Bangsamoro en Mindanao musulmane et de Luzon, en particulier aux niveaux des municipalités, des communautés et des écoles. Des membres des autorités locales, des comités scolaires et des organisations paysannes ont été formés aux normes, aux procédures d'achat et à la tenue des registres en rapport avec le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale. Les coopératives dirigées par des femmes ont acquis des compétences financières et des compétences en matière de gestion, ce qui a contribué à accroître la productivité et la viabilité de leurs activités. Les menus ont été composés localement, avec la participation des agriculteurs, de façon à garantir la fourniture de repas nutritifs élaborés avec des ingrédients provenant directement des communautés locales. Les parents ont la satisfaction de contribuer à une meilleure alimentation et à l'apprentissage des enfants ainsi qu'au renforcement des moyens d'existence des agriculteurs locaux. Les autorités locales constatent une augmentation du taux de fréquentation scolaire dans les établissements participant à ce programme essentiel. Par ailleurs, elles contribuent financièrement à ces efforts d'ancrage local afin de les pérenniser.
17. Au **Pérou**, dans le cadre du modèle de subvention du programme national de repas scolaires, le PAM a formé les comités de parents à la gestion des fonds publics afin de mettre en place des procédures d'achat aux petits agriculteurs qui soient transparentes. L'avis des parents et des élèves a été essentiel pour améliorer cette modalité, et le fait d'injecter des ressources publiques dans l'économie rurale a eu des retombées positives sur les transporteurs, les fournisseurs et les prestataires de services. Les agriculteurs ont reçu une formation dispensée conjointement par le PAM et des organismes relevant du Ministère du développement agraire et de l'irrigation, comme le service national de santé agraire (SENASA) et Agromercado, formations qui portaient sur les formalités officielles d'enregistrement, la création d'associations paysannes et d'autres sujets tels que la sécurité sanitaire des aliments, la traçabilité et l'accès aux marchés, et des professionnels de santé formés par le PAM ont encouragé l'adoption des bonnes pratiques de nutrition maternelle et infantile. L'allocation de financements publics a contribué à inscrire l'ancrage local de ce projet dans la durée.

## Renforcement des partenariats

18. En 2024-2025, la collaboration avec les gouvernements, les banques multilatérales de développement, d'autres entités des Nations Unies et des acteurs du secteur privé s'est considérablement développée, ce qui a permis aux bureaux de pays de tirer parti des compétences techniques des uns et des autres, de mobiliser des ressources et de faire concorder leurs interventions avec les priorités nationales.
19. *Partenariats noués avec les gouvernements.* Les bureaux de pays ont développé leur collaboration avec les autorités nationales, régionales et locales afin de mettre en œuvre les interventions plus efficacement et de les intégrer aux systèmes nationaux. Ces efforts ont permis à plusieurs d'entre eux de lever des ressources publiques pour financer les initiatives du Fonds.
20. Au **Pérou**, le bureau de pays a signé des accords au niveau national avec le Ministère du développement agraire et de l'irrigation et le Ministère du développement et de l'inclusion sociale pour renforcer la loi (nº 31071) sur les achats publics de produits issus de l'agriculture familiale et soutenir l'élaboration du nouveau programme national de repas scolaires. Au niveau infranational, il a conclu avec les autorités régionales et municipales d'Ayacucho et de Cuzco des accords portant sur l'intégration des activités financées par le Fonds dans les processus de planification des municipalités et sur l'apport de ressources complémentaires pour accroître l'impact des interventions.
21. Au **Niger**, le PAM et le Ministère de la population, des affaires sociales et de la solidarité nationale ont signé un mémorandum d'accord concernant la création d'un système de protection sociale viable et réactif face aux chocs. Y sont énoncés des engagements conjoints consistant à renforcer les systèmes d'alerte rapide, à mieux coordonner l'action humanitaire, à mettre en service le registre social unifié et à promouvoir la participation des populations aux activités productives et la cohésion sociale. La mise en œuvre des activités financées par le Fonds s'appuie sur des mécanismes conjoints de gouvernance et de coordination ancrés dans les structures gouvernementales, ce qui constitue une étape importante vers une plus grande prise en main par le pays.
22. Au **Tchad**, le PAM a signé un mémorandum d'accord avec le Ministère de l'environnement – l'un de ses principaux partenaires au sein du Gouvernement pour ce qui est des activités financées par le Fonds – et prévoit d'en signer un autre avec le Ministère de l'agriculture en 2026. Par ailleurs, il collabore avec l'Agence nationale d'appui au développement rural et la Société de développement du lac afin de renforcer les capacités des réfugiés et des agriculteurs des communautés d'accueil. Les organismes publics supervisent la mise en œuvre du projet par l'intermédiaire d'équipes techniques sur le terrain et veillent à ce que les partenaires coopérants utilisent les ressources allouées au projet pour venir en aide aux bénéficiaires remplissant les conditions requises et conformément aux objectifs fixés.
23. Aux **Philippines**, en 2025, un mémorandum d'accord a été signé avec le Département de l'éducation pour mettre en place jusqu'à la fin de 2028 un cadre général de collaboration sur l'alimentation scolaire utilisant la production locale. Le PAM a apporté un appui aux responsables du Département lors du sommet de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Asie du Sud-Est, tenu à Siem Reap (Cambodge) en novembre 2024, et a obtenu de la part du Département, du Ministère chargé de l'enseignement élémentaire, supérieur et technique et des collectivités locales des engagements financiers couvrant une large part des coûts afférents aux projets pilotes d'alimentation scolaire utilisant la production locale, y compris aux achats de produits locaux.

24. En **Iraq**, dans le cadre du projet sur les stratégies d'émancipation économique, le PAM a collaboré avec le Ministère du travail et des affaires sociales, en particulier avec la Commission de protection sociale et la Direction du travail et de la formation professionnelle, à la conception d'un projet pilote. Le projet a également permis de mettre en place avec le Ministère de l'agriculture un partenariat étroit sur les filières dans le district de Taji.
25. *Institutions financières internationales*. Les partenariats noués avec la Banque mondiale et les banques multilatérales de développement demeurent essentiels pour générer des financements catalytiques au titre du Fonds. Au **Kenya**, le PAM a continué de s'affirmer en tant que prestataire privilégié de services d'assistance technique liés aux programmes d'inclusion économique en menant diverses activités: réunions de planification conjointe, élaboration de plans d'exécution chiffrés ou mise en place d'opérations d'inclusion économique et rédaction de manuels de formation connexes, par exemple. Ces activités lui ont permis de se positionner comme partenaire stratégique pour le développement de l'inclusion économique dans le cadre des initiatives soutenues par la Banque mondiale.
26. Au **Bangladesh**, le PAM s'est employé, en collaboration avec l'Union européenne (UE), la Banque mondiale et l'UNICEF, à élaborer une feuille de route unifiée concernant les systèmes informatisés de gestion et a participé à cet effet à plusieurs réunions de coordination qui ont permis de parvenir à une vision commune. Il a travaillé en lien étroit avec la Banque mondiale pour retracer le parcours des bénéficiaires pris en charge dans le programme social pour la mère et l'enfant.
27. En **République-Unie de Tanzanie**, les partenariats noués avec la Banque mondiale, le Centre international de recherche en agroforesterie et le Fonds tanzanien d'action sociale ont porté sur la réalisation de travaux publics intelligents face au climat dans le cadre du programme de filets de protection sociale fondés sur des activités productives, ce qui a conduit à la création d'un groupe de travail technique restreint et à l'élaboration d'un plan conjoint d'assistance technique. Cette collaboration contribue à une meilleure prise en compte de la résilience dans les systèmes de protection sociale et favorise la transposition à plus grande échelle des filets de sécurité fondés sur des activités productives.
28. Au **Niger**, le Partenariat pour la résilience au Sahel (financé par le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement par l'intermédiaire de la Banque allemande de développement) continue de faire concorder ses opérations directement avec les objectifs du Fonds et soutient le premier programme pluriannuel de transferts monétaires du pays, qui est mis en œuvre au moyen de systèmes dirigés par le Gouvernement selon un ciblage effectué sur la base du registre social unifié. Ces efforts d'harmonisation ouvrent la voie à une plus grande convergence des initiatives axées sur l'action humanitaire, la résilience et la protection sociale par l'intermédiaire de systèmes partagés.
29. *Système des Nations Unies*. Le Fonds renforce la collaboration entre les entités des Nations Unies dans de nombreux contextes. Dans le cadre de la composante axée sur la résilience face aux changements climatiques du projet de restauration des agroécosystèmes (MUKI) mis en œuvre en **République-Unie de Tanzanie**, le PAM s'est associé au Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) pour promouvoir l'agriculture régénératrice dans les districts où le Fonds tanzanien d'action sociale réalise des programmes de travaux publics, et il s'appuie sur l'action menée par le FENU en matière d'adaptation aux changements climatiques pour former les autorités des districts et les autorités régionales aux stratégies de résilience. Une proposition élaborée conjointement avec la Banque mondiale, l'OIT et l'UNICEF a été soumise afin d'obtenir un financement au titre du partenariat M-GA; bien que la proposition n'ait pas été retenue, ce cadre de collaboration ouvre la voie à la conduite d'initiatives conjointes à l'avenir.

30. Au **Tchad**, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) fournissent un appui technique spécialisé qui vient compléter les activités financées par le Fonds au titre de l'initiative conjointe Haguina. Avec le soutien du Coordonnateur résident, ces organismes s'attachent à promouvoir l'initiative en menant une action de sensibilisation conjointe en collaboration avec des partenaires gouvernementaux et des donateurs, dont l'UE, le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Gouvernements italien et allemand et le Gouvernement tchadien, en s'appuyant sur les enveloppes de financement destinées au Projet de développement territorial et de résilience au Tchad et au Projet d'agribusiness et de transformation rurale inclusive du pays.
31. En 2025, le Bureau du PAM au **Pérou** a reçu le Prix d'excellence du meilleur travail de collaboration sur le terrain décerné par les organismes ayant leur siège à Rome, prix qui vient récompenser le soutien qu'il a apporté à la mise en œuvre progressive de la loi péruvienne de 2021 n° 31071 sur les achats publics, témoignant de l'efficacité du modèle de partenariat promu par le Fonds. Grâce à cette reconnaissance, le bureau de pays est devenu une référence au plan régional en ce qui concerne les achats de produits alimentaires locaux, ce qui a ouvert de nouvelles possibilités de coopération Sud-Sud et suscité un intérêt accru de la part des nouveaux donateurs pour transposer le modèle *Compartiendo la Mesa* à plus grande échelle. La Coordonnatrice résidente participe activement à un groupe sur les systèmes alimentaires avec les organismes ayant leur siège à Rome, l'UNICEF, l'Organisation panaméricaine de la Santé et l'Organisation mondiale de la Santé.
32. En **Iraq**, le PAM a collaboré avec l'OIT pour organiser des groupes de discussion à Taji et à Bagdad afin de mieux comprendre la dynamique des marchés du travail et les débouchés économiques locaux et d'éclairer la conception des programmes. L'OIT devrait participer à l'organisation d'une formation aux compétences de base et aux questions financières destinée aux participants au projet sur les stratégies d'émancipation économique, qui portera notamment sur la création d'entreprises, le travail indépendant et la préparation à l'emploi. Pour faciliter l'inscription des participants, le PAM a pris contact avec l'Agence allemande de coopération internationale, avec laquelle il envisage de collaborer au sujet de Mihan, une plateforme numérique nationale pour la formation professionnelle et les services de l'emploi.
33. Aux **Philippines**, l'Accélérateur "Zero Hunger" – une initiative conjointe menée par le PAM, la FAO et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et financée par le Fonds pour la réalisation des objectifs de développement durable – vise à lever 24 millions de dollars d'investissements locaux sur trois ans afin de mettre en place des systèmes alimentaires résilients face aux changements climatiques grâce à un financement mixte innovant. En attirant des investissements dans l'alimentation scolaire utilisant la production locale, le programme a pour objectifs de créer des marchés stables pour les petits agriculteurs, les pêcheurs et les entreprises dirigées par des femmes, et d'aider les collectivités locales à élaborer des projets d'enrichissement des aliments, de cantines communautaires, d'entreposage frigorifique et d'agriculture intelligente face au climat prêts à recevoir des investissements. Un dispositif spécifique permettra d'appliquer des garanties au premier risque appuyées par le Gouvernement pour attirer des capitaux privés et financer la transposition à plus grande échelle des investissements consentis dans les systèmes alimentaires locaux.

34. Au **Kenya**, les partenariats solides noués entre le PAM, le HCR et la plateforme commune mise en place par les deux organismes ont largement contribué à l'élaboration et à la mise en service du cadre d'assistance différenciée, en s'appuyant sur la participation communautaire pour gérer cette évolution importante. Le financement accordé par le Fonds complète les investissements en matière de protection sociale réalisés par le Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, qui est géré conjointement avec la FAO, l'OIT et l'UNICEF. Ensemble, ces initiatives jouent un rôle moteur dans le développement rapide du système de protection sociale kényan.
35. *Coopération technique Sud-Sud.* Le **Niger** a participé à une mission d'étude Sud-Sud au Pakistan qui avait pour but de tirer des enseignements du programme Benazir de soutien au revenu, notamment en ce qui concerne l'institutionnalisation, les systèmes de paiement numériques et les stratégies pour la gouvernance des filets de sécurité. Cet échange devrait éclairer les efforts déployés par le Gouvernement pour renforcer les systèmes de protection sociale adaptatifs.
36. En septembre 2025, avec le soutien du Fonds, des membres des Gouvernements **philippin** et **péruvien** ont participé au Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire, tenu à Fortaleza (Brésil), à l'occasion duquel ils ont mis en avant l'action menée pour promouvoir les programmes nationaux de repas scolaires.

## Financement catalytique

37. Le montant total des fonds catalytiques levés en 2025 s'est établi à 168,2 millions de dollars: 112,6 millions relevaient de la catégorie A et 55,6 millions de la catégorie B (voir le tableau 1 ci-dessous pour obtenir des données détaillées). Cela porte le montant total cumulé depuis la mise en place du Fonds à 501,6 millions de dollars, contre 333,4 millions de dollars<sup>2</sup> en 2024 et dépasse l'objectif initialement fixé pour la fin de l'initiative, en 2028, de 204 pour cent. Sur cette somme totale, 118 millions de dollars ont été reversés au PAM au titre de l'appui technique et de la mise en œuvre.
38. On notera en particulier la forte augmentation des fonds relevant de la catégorie A levés en 2025, qui tient à l'action de sensibilisation menée au titre du Fonds, et la part importante (43 pour cent) des financements catalytiques dérivés des financements nationaux, notamment en provenance des Gouvernements **bangladais**, **péruvien** et **philippin**, qui représente une avancée majeure sur la voie de la pérennisation des résultats et de la prise en main des activités au niveau local. Les financements fournis par les institutions financières internationales et les partenaires bilatéraux continuent de jouer un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs des programmes.
39. Les contributions des donateurs bilatéraux sont restées axées sur la fourniture d'une assistance technique au PAM, qui est indispensable pour consolider les bases sur lesquelles reposent les programmes. De nouvelles possibilités de financement catalytique se font jour: la Banque mondiale devrait approuver le troisième programme **tanzanien** de filets de protection sociale fondés sur des activités productives, et des efforts sont déployés pour lever des fonds au plan national en **Iraq**.

<sup>2</sup> Les chiffres de 2024 ne tiennent pas compte du Nicaragua.

TABLEAU 1: CATÉGORIES DE FINANCEMENTS CATALYTIQUES (en millions de dollars)			
Catégorie	Définition	Montants reçus pour les deux premières années	Principales contributions au cours de la deuxième année
A	Nouvelles ressources collectées <i>directement</i> grâce à des investissements du Fonds, dont l'acquisition peut raisonnablement être attribuée à des projets financés par le Fonds. Ces ressources permettent de financer, de poursuivre ou de développer des programmes entrepris au titre du Fonds conformément aux plans d'exécution approuvés par le Fonds et établis au niveau des pays, et visent à venir en aide aux mêmes groupes de population <i>ou</i> à de nouveaux groupes de population dans les zones géographiques ciblées.	145,8	Kenya (40,8) Pérou (32,9) Tchad (32,3) Philippines (7,6)
B	Ressources annoncées, ou en cours de discussion, avant la mise en place du Fonds, qui ont ensuite été <i>redirigées ou regroupées</i> pour appuyer des projets menés au titre du Fonds et qui peuvent raisonnablement être attribuées à ces projets. Ces ressources permettent de financer, de poursuivre ou de développer les projets en question conformément aux plans d'exécution approuvés par le Fonds et établis au niveau des pays.	355,8	Bangladesh (53,1) République-Unie de Tanzanie (1,5)

40. Au **Kenya**, la deuxième phase du projet d'inclusion économique et sociale, approuvée par la Banque mondiale et le Gouvernement kényan en juin 2025, représente un investissement de 127 millions de dollars d'aide au développement. Le PAM a grandement contribué à collecter 39 millions de dollars pour cette deuxième phase, dont l'objectif est de favoriser une inclusion économique résiliente face aux aléas climatiques dans les zones arides et semi-arides, et a reçu une contribution de 500 000 livres sterlin (soit 654 450 dollars) aux fins de la fourniture d'une assistance technique. Par ailleurs, des contributions d'un montant total de 943 000 dollars issues d'un programme mené conjointement avec la FAO, l'OIT, l'UNICEF, la Banque mondiale (dans le cadre du partenariat M-GA), la République de Corée et le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, ont été versées pour renforcer l'assistance technique du PAM destinée au Gouvernement, élargir la couverture des programmes de protection sociale et appuyer les activités destinées à préparer la mise en œuvre de la deuxième phase du projet d'inclusion économique et sociale.
41. Au **Pérou**, 32,8 millions de dollars ont été mobilisés auprès du Gouvernement en 2025, ce qui porte le montant total levé depuis le début du projet soutenu par le Fonds à 61,6 millions de dollars. Les contributions les plus importantes émanent d'institutions nationales et régionales: 17,8 millions de dollars proviennent du programme d'alimentation complémentaire, 12 millions de dollars du fonds national de formation professionnelle et de promotion de l'emploi, qui est géré par le Ministère du développement agraire et de l'irrigation, et 2,8 millions de dollars de compagnies d'assurance contre les catastrophes agricoles. Des ressources supplémentaires visant à financer les activités à Piura proviennent du fonds social FOSPIBAY. Cette augmentation montre que le Gouvernement et les organismes du secteur privé sont de plus en plus déterminés à transposer les solutions durables à plus grande échelle et à renforcer les interventions dans les régions prioritaires.

42. Au **Tchad**, le bureau de pays a signé plusieurs accords: un accord de 4,1 millions de dollars avec la direction générale des partenariats internationaux de l'UE, en faveur de l'initiative PAR DERCA<sup>3</sup>; un accord de 6,7 millions de dollars avec le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en faveur de l'initiative CRISP, laquelle vise à renforcer la cohésion sociale<sup>4</sup>; et un accord de 3,51 millions de dollars et de 2,1 millions de dollars respectivement avec le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement et l'Agence italienne de coopération pour le développement, en faveur de l'initiative SOLARHO, initiative qui a pour objet de promouvoir l'énergie solaire. De plus, le HCR a versé une contribution de 13,8 millions de dollars provenant des crédits octroyés par l'UE et la fondation Mastercard, et l'OIM une contribution de 1,9 million de dollars provenant des ressources fournies par le JSB Group, le Gouvernement australien, le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Direction suisse du développement et de la coopération, ressources qui sont utilisées dans le cadre de l'initiative Haguina, conformément aux exigences des donateurs et en coordination avec les partenaires des Nations Unies. La stratégie de mobilisation des ressources est axée sur la transposition à plus grande échelle des interventions sur les sites où des projets sont déjà en cours afin d'en accroître le plus possible l'efficacité. Ainsi, dans les zones dotées d'infrastructures de base, comme des écoles ou des barrages de dérivation pour l'épandage des crues, qui sont mises en place dans le cadre de projets financés par la Banque mondiale, le PAM réalise des investissements complémentaires dans des interventions telles que la remise en état des terres, l'amélioration de l'accès des réfugiés, des rapatriés et des communautés d'accueil aux terres ou encore les activités axées sur les marchés comme le développement coopératif. Cette approche intégrée permet d'accroître l'impact de ces projets dans les zones concernées.
43. Au **Bangladesh**, le PAM a fourni au Ministère des affaires féminines et de l'enfance une assistance technique afin de satisfaire aux critères de soutien financier définis par l'UE et de renforcer les cadres de suivi du programme social pour la mère et l'enfant. Il a ainsi été amené à intégrer les indicateurs de l'UE dans la planification de l'exercice financier 2024/25, à se coordonner avec la Banque mondiale et l'UE pour améliorer les systèmes informatisés de gestion et à apporter un appui au Département des affaires féminines aux fins de l'élaboration d'un plan de formation global. L'UE a versé un financement catalytique de 869 683 euros au titre du Fonds qui permettra de financer, pendant deux ans, les interventions stratégiques d'assistance technique organisées par le PAM dans les domaines du suivi et de l'évaluation, des systèmes informatisés de gestion, des mécanismes de traitement des plaintes et de la gestion du personnel. Ces initiatives ont permis au Gouvernement bangladais d'augmenter de 38,3 millions de dollars l'enveloppe budgétaire annuelle consacrée au programme social pour la mère et l'enfant et au programme social destiné aux femmes vulnérables, contribuant ainsi à l'amélioration durable des programmes de protection sociale et des programmes à dimension nutritionnelle.

<sup>3</sup> Projet d'appui à la résilience et au développement des réfugiés et des communautés d'accueil dans l'est du Tchad.

<sup>4</sup> L'initiative vise à renforcer la cohésion sociale dans l'est du pays.

44. Aux **Philippines**, à la suite à l'action de sensibilisation menée par le PAM, le Gouvernement s'est engagé à distribuer des repas scolaires à tous les élèves. Une enveloppe budgétaire de 91,9 millions de dollars a été allouée au programme d'alimentation en milieu scolaire et une autre de 1 million de dollars à des projets pilotes d'alimentation scolaire utilisant la production locale. Les crédits affectés au programme d'alimentation en milieu scolaire ne sont actuellement pas considérés comme des financements catalytiques, car les aliments utilisés pour le programme ne sont pas encore produits localement. D'autres contributions ont été faites à plusieurs niveaux: 140 000 dollars ont été versés pour financer des projets pilotes d'alimentation scolaire utilisant la production locale à Luzon et 386 000 dollars pour les étendre à la Région autonome Bangsamoro en Mindanao musulmane, et des contributions ont été accordées localement pour soutenir les infrastructures et l'emploi. Le budget pour la période 2026/27 devrait s'établir à 441,4 millions de dollars, un montant record qui servira à distribuer des repas scolaires à tous les élèves de maternelle et à augmenter progressivement le nombre de repas scolaires utilisant la production locale.
45. Le Bureau du PAM en **République-Unie de Tanzanie** a reçu 1,2 million de dollars du Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour mener un programme quadriennal de réduction des risques de catastrophe visant à renforcer la prestation de services, l'alerte rapide et la planification d'urgence dans le cadre des interventions en cas de crise et de l'action anticipatoire. Des consultations menées avec le Gouvernement norvégien, le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le service de la Commission européenne chargé de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire ont renforcé l'intérêt porté aux activités de soutien à la préparation aux situations d'urgence et aux interventions en cas de crise ainsi qu'au financement fondé sur les prévisions. Sous réserve de l'approbation du Conseil des administrateurs de la Banque mondiale, le troisième programme de filets de protection sociale fondé sur des activités productives pourrait se voir accorder environ 35 millions de dollars supplémentaires pour soutenir la mise en place de dispositifs adaptatifs de protection sociale et la réalisation de travaux publics intelligents face au climat, ce qui constituerait une augmentation considérable des financements catalytiques.

## **Apprentissage et production de données factuelles**

46. Le Fonds aide les bureaux de pays à élaborer des programmes rigoureux de recherche et d'apprentissage afin de favoriser une meilleure prise en compte des données factuelles dans leurs programmes. Les bureaux de pays ont ainsi participé à de nombreux cycles de discussions constructives avec les partenaires de recherche, le but étant d'élaborer des évaluations fiables, réalisables, adaptées au contexte et solides d'un point de vue méthodologique. Par ailleurs, ils ont accueilli des missions de démarrage, formulé une théorie du changement et mis au point un plan d'analyse préalable ainsi qu'un protocole de recherche global décrivant précisément la conception des évaluations d'impact, les outils de collecte de données et les mécanismes d'assurance qualité.
47. Dans la mesure du possible, les initiatives financées par le Fonds sont élaborées selon des méthodes expérimentales ou quasi-expérimentales permettant de générer des données fiables sur les éléments de causalité: essais contrôlés randomisés, méthode des doubles différences – couramment utilisée dans les études contrôlées avant/après – ou encore méthode de l'appariement des scores de propension. Ces méthodes sont complétées par des méthodes qualitatives offrant une meilleure compréhension de la mise en œuvre et des résultats des programmes. La prise en compte des objectifs, des ressources et des contraintes en rapport avec les différents projets contribue à la pertinence et à la souplesse de l'approche suivie par le Fonds en matière d'évaluation, qui ne se limite pas à de simples activités de suivi, mais contribue à fournir des informations directement exploitables.

48. En 2024 et 2025, d'importants progrès ont été faits pour préparer le terrain à la conduite d'évaluations rigoureuses. Des données de référence ont été collectées au **Pérou**, au **Tchad**, au **Niger**, au **Bangladesh**, aux **Philippines** et au **Kenya**. Au **Ghana**, l'enregistrement des agriculteurs a été mené à bien et des données socioéconomiques pourront ainsi être collectées en 2026, tandis que les Bureaux du PAM en **Iraq** et en **République-Unie de Tanzanie** mettent actuellement la dernière main à leurs plans d'évaluation.
49. Même si les évaluations d'impact ne génèreront des données que vers la fin des projets, les bureaux de pays s'emploient déjà à tirer des enseignements de leur expérience et à s'adapter pour améliorer l'exécution et l'efficacité des activités. Quatre grands domaines d'apprentissage ont émergé du processus de planification des évaluations d'impact: les moyens de mettre au point et d'échelonner efficacement les activités; les rôles et contributions spécifiques attendus de chacun des partenaires; le niveau de cohérence nécessaire pour soutenir la mise en œuvre des projets; et les méthodes permettant d'évaluer la réduction des besoins futurs, en fonction du contexte et conformément à la nouvelle méthode institutionnelle visant à éviter le recours à l'aide humanitaire lorsque cela est possible. Ces enseignements seront mis en commun dans le cadre d'échanges en ligne réguliers et lors d'interactions structurées entre les bureaux de pays, à compter de 2026.
50. Au vu de l'importance attachée à la prise de décisions fondées sur des données factuelles, une attention prioritaire est accordée à la mise en place d'un suivi rigoureux et systématique des activités financées par le Fonds. Au cours de la troisième année, un travail sera effectué avec les partenaires de recherche et les services techniques du Siège pour faire concorder les systèmes de suivi des bureaux de pays avec un ensemble d'exigences minimales, de façon à renforcer ces systèmes tout en tirant parti des pratiques existantes. Cette approche intégrée garantit que les constatations issues des évaluations s'appuient sur une compréhension claire de la façon dont les programmes sont mis en œuvre, ce qui renforce la crédibilité des résultats.
51. Dans le cadre du Fonds, les bureaux de pays sont aussi encouragés à mener des recherches ne se limitant pas aux évaluations d'impact. Entre autres études commandées en 2025, on peut citer une analyse d'un modèle à faible coût du programme social pour la mère et l'enfant au **Bangladesh**, en vue d'un éventuel élargissement de ce programme à 64 centres d'apprentissage. Au **Pérou**, un diagnostic de la capacité des exploitants à produire des excédents a été guidé par une nouvelle stratégie de communication visant à faire évoluer la société et les comportements permettant un réajustement en temps réel des activités. Aux **Philippines**, le PAM a évalué les processus afférents aux trois programmes publics de supplémentation alimentaire pour le Département de l'économie, de la planification et du développement, dans le but d'atteindre des objectifs nutritionnels plus larges.

## Prise en compte des priorités transversales

52. En contribuant à la prise en compte des priorités institutionnelles transversales dans divers contextes nationaux, les investissements du Fonds peuvent aider à améliorer encore la qualité des programmes. Comme cela a été expliqué au Conseil d'administration à sa deuxième session ordinaire de 2022, l'intégration de ces priorités faisait partie des critères d'évaluation des propositions soumises par les bureaux de pays<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> "Point sur le Fonds d'aide à la transformation pour changer la vie" (WFP/EB.2/2022/5-B/1).

53. *Durabilité environnementale et sociale.* Au **Tchad**, une analyse des risques environnementaux et sociaux a été réalisée sur les 10 sites de projet du pays afin de mettre en évidence les éventuelles répercussions environnementales et sociales et d'étayer l'adoption de mesures appropriées. Au **Bangladesh**, les initiatives visant à promouvoir la durabilité environnementale et la résilience ont pris de l'ampleur grâce à l'engagement pris par le PAM dans les domaines de la protection sociale adaptive, de l'assurance contre les risques climatiques et du renforcement des systèmes d'alerte rapide, domaines qui ont été largement mis en avant lors de la Conférence nationale sur la protection sociale de 2025. En **Iraq**, la durabilité environnementale et sociale a été intégrée dans la conception de stratégies pilotes d'émancipation économique afin d'inciter les participants à se détourner des activités non viables ou présentant d'importants risques sur le plan écologique.
54. *Autonomisation des femmes et des filles et promotion de l'égalité.* Les femmes représentent une large part des bénéficiaires des initiatives relevant du Fonds: 100 pour cent au **Bangladesh**, 52 pour cent au **Tchad**, 48 pour cent au **Niger** et 46 pour cent au **Ghana**. Aux **Philippines**, un programme soutenu par l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement et venant compléter les projets mis en œuvre au titre du Fonds vise à renforcer le pouvoir d'action des femmes autochtones de la Région autonome Bangsamoro en Mindanao musulmane grâce à des pratiques agricoles tenant compte des enjeux nutritionnels. Au **Pérou**, le PAM s'appuie sur une initiative financée par l'Accélérateur d'innovations pour promouvoir l'émancipation économique en enseignant aux agricultrices des notions financières de base et intègre l'objectif d'inclusion financière dans les cadres d'action régionaux. En **Iraq**, l'autonomisation des femmes et des jeunes a été incorporée dans les stratégies pilotes d'émancipation économique à partir de critères de sélection hiérarchisés pour faire en sorte que les femmes et les jeunes reçoivent un soutien leur permettant d'acquérir des compétences essentielles et de renforcer leurs moyens d'existence.
55. *Bonne nutrition et régimes alimentaires sains.* Au **Tchad**, les activités de création d'actifs soutenues par le Fonds, en particulier le maraîchage, sont conçues pour faciliter l'instauration d'environnements où les communautés ont un accès pérenne à une alimentation nutritive. Mises en œuvre sur tous les sites de projet, elles augmentent les disponibilités de fruits et de légumes frais et favorisent leur consommation, et contribuent ainsi à améliorer la santé, la croissance et le bien-être en général. Aux **Philippines**, le PAM a soutenu la campagne annuelle du "Mois de la nutrition" dans la Région autonome Bangsamoro en Mindanao musulmane en organisant tout au long du mois un ensemble d'activités conformes aux stratégies du conseil national de la nutrition. Le PAM a joué un rôle clé dans le programme Nutrition pour la croissance en examinant et en formulant les engagements nationaux du **Bangladesh** en vue du sommet de 2025 et en aidant le pays à prendre en compte les priorités nutritionnelles dans sa politique nationale actualisée et son plan d'action national en la matière.

## Supervision des programmes et difficultés rencontrées

56. Au **Nicaragua**, du fait des changements qui sont intervenus dans la façon dont le Gouvernement aborde le financement de l'agroforesterie et les crédits d'émission de carbone et à la suite de la demande du Gouvernement appelant à restituer les sommes accordées par le Fonds d'adaptation en complément de celles versées par le Fonds d'aide à la transformation pour changer la vie, qui étaient administrées par le PAM, le bureau de pays n'a pas pu obtenir le soutien institutionnel nécessaire pour pérenniser le projet entrepris au titre du Fonds. Par conséquent, il a été mis un terme au projet à la fin de 2025. Un bilan destiné à tirer des enseignements de l'expérience a été programmé et devrait être achevé au premier trimestre de 2026. En accord avec la haute direction du PAM, il a été décidé de réaffecter les sommes restantes à d'autres bureaux de pays bénéficiant d'un soutien du Fonds et affichant d'excellents résultats ainsi que la capacité de transposer les programmes à plus grande échelle (**Bangladesh, Kenya, Pérou, Philippines et Tchad**). Le Siège a obtenu des financements supplémentaires pour couvrir les coûts liés à l'évaluation. Les autres bureaux de pays n'ont pas reçu de financement additionnel au motif qu'ils en étaient encore aux premiers stades de la mise en œuvre ou disposaient déjà de ressources importantes.
57. Au cours de l'année écoulée, plusieurs bureaux de pays ont rencontré des difficultés liées à l'évolution de la situation politique, à des retards dans l'approbation des politiques ou des cadres juridiques nationaux ou à la réduction des financements complémentaires ou parce qu'ils avaient besoin de plus de temps pour obtenir l'adhésion de nouveaux partenaires gouvernementaux, comme cela a été le cas en **Iraq** et au **Niger**. Ainsi, au **Kenya**, les réductions de financement qui ont touché les opérations d'aide aux réfugiés ont eu des répercussions immédiates sur les programmes d'assistance et les secours, tandis que des problèmes de sécurité ont retardé de nouveau le déploiement de l'assistance différenciée et déstabilisé le modèle sur lequel reposait l'initiative financée par le Fonds. Le PAM a rapidement cherché de nouveaux financements pour compenser en partie ce déficit et a donné la priorité aux personnes les plus vulnérables. Il a coordonné une transition accélérée vers le modèle d'assistance différenciée en collaboration avec le Département des services aux réfugiés, le HCR, la plateforme commune PAM-HCR ainsi que des organisations non gouvernementales internationales et locales et des organisations dirigées par des réfugiés. Au **Ghana**, bien que le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture continue d'apporter son soutien, la décision du parlement concernant le partenaire privilégié pour les questions de crédits d'émission se fait attendre depuis longtemps, ce qui pourrait compromettre la réalisation des objectifs à long terme visés par le Fonds. En **République-Unie de Tanzanie**, le troisième programme de filets de protection sociale fondés sur des activités productives n'a pas encore été approuvé par le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale, ce qui a entraîné des retards dans la mise en œuvre du programme, dans la fourniture de l'aide aux bénéficiaires et dans la conduite d'activités fondamentales. Si elles sont traitées en temps voulu, ces questions devraient pouvoir être résolues sans que cela ait trop d'incidence sur les objectifs du Fonds.

58. Certains bureaux de pays ont réduit leurs effectifs ou gelé les recrutements, ce qui a eu de brèves répercussions sur les équipes du Fonds, notamment au **Ghana**, en **Iraq**, au **Kenya**, au **Niger** et en **République-Unie de Tanzanie**. Néanmoins, le financement pluriannuel et prévisible accordé par le Fonds a permis de protéger la majorité des équipes concernées, et les bureaux de pays ont pu progressivement recruter de nouveau. Dans l'ensemble, les effectifs affectés aux projets du Fonds sont restés à un niveau analogue à celui de l'année écoulée, à savoir 71 postes à temps plein ou à temps partiel, dont 50 (occupés par des titulaires de contrat de durée déterminée ou des vacataires) étaient entièrement consacrés aux travaux relatifs au Fonds. Globalement, 40 pour cent des employés sont titulaires d'un contrat de durée déterminée et 60 pour cent ont un contrat de courte durée, et les effectifs ont été renforcés dans les bureaux auxiliaires pour gérer la mise en œuvre. Plusieurs bureaux de pays ont décidé de gérer au niveau national certaines fonctions relatives au Fonds, ce qui leur permettra d'engager avec les gouvernements une collaboration plus durable sur les objectifs visés, y compris après l'achèvement de l'initiative.
59. À la fin décembre 2025, le Fonds avait versé 32,4 millions de dollars aux bureaux de pays, ce qui représente 51,4 pour cent de sa capacité opérationnelle totale, soit 63 millions de dollars. Tous les crédits issus de la contribution versée par l'Allemagne avaient été entièrement utilisés à la date limite fixée au 31 décembre 2025. Les versements sont effectués une fois par an, en fonction des résultats obtenus et des dépenses effectives, de façon à garantir la transparence tout en conservant une certaine flexibilité au cours de la mise en œuvre. Les investissements effectués en amont au cours des deux premières années ont permis aux bureaux de pays de couvrir les dépenses relatives aux infrastructures, au personnel et à la production de données factuelles, ce qui réduira les coûts à long terme pour les gouvernements.
60. À la fin de 2025, plus de la moitié des programmes financés par le Fonds avaient atteint ou allaient bientôt atteindre la mi-parcours, comme cela est indiqué dans le tableau 2. Les dates de fin sont susceptibles d'être ajustées selon l'évolution de la situation, notamment si des ressources supplémentaires sont mises à disposition pour transposer les projets à plus grande échelle ou en renforcer l'impact. Toutefois, le Fonds ayant été officiellement mis en place en novembre 2022 et les propositions des bureaux de pays couvrant des périodes de cinq ans au maximum, l'initiative ne devrait pas se poursuivre sous sa forme actuelle après la fin de 2028.

TABLEAU 2: DURÉE DES PROGRAMMES DU FONDS D'AIDE À LA TRANSFORMATION POUR CHANGER LA VIE

Bureau de pays	Date de début	Date de fin	Ajustement
Kenya	Août 2023	Septembre 2027	Aucune modification
Tchad	Septembre 2023	Septembre 2027	Prolongé d'un an pour assurer trois années pleines de mise en œuvre
Philippines	Août 2023	Août 2028	Aucune modification
Bangladesh	Septembre 2023	Août 2027	Aucune modification
Iraq	Octobre 2023	Octobre 2027	Prolongé d'un an pour permettre la refonte du programme
Niger	Mars 2024	Octobre 2028	Le retard, jusqu'en juillet 2025, du premier décaissement pourrait empêcher le programme d'effectuer des versements pendant quatre années pleines
Pérou	Octobre 2023	Octobre 2027	Aucune modification
Ghana	Mai 2024	Octobre 2028	Ajusté pour permettre l'achèvement du programme à la fin de 2028 au plus tard
Nicaragua	Avril 2024	Avril 2028	Don échu en décembre 2025
République-Unie de Tanzanie	Mai 2024	Octobre 2028	Ajusté pour permettre l'achèvement du programme à la fin de 2028 au plus tard

## Perspectives

61. Au cours de cette deuxième année, le Fonds a continué à tirer parti de ses premières réussites et à apporter des éclairages précieux pour l'ensemble du PAM concernant l'importance du financement prévisible, flexible et pluriannuel pour des programmes de qualité s'inscrivant dans la durée. De grands principes directeurs et des approches pratiques sont en train de se dégager et aideront les bureaux de pays à concevoir des programmes à fort impact, y compris dans d'autres contextes que celui du Fonds. Partant de ces connaissances, une équipe multidisciplinaire au Siège, dirigée par l'équipe du Fonds au Siège, rédige actuellement des directives sur le renforcement des programmes à long terme dans le cadre de l'élaboration des plans stratégiques de pays, directives qui seront communiquées aux bureaux de pays début 2026.
62. Au cours des deux prochaines années, la priorité au niveau des pays sera d'achever la mise en œuvre des projets financés par le Fonds, ce qui consistera à assurer un suivi minutieux, à collecter des données finales nécessaires aux évaluations d'impact, à produire des données factuelles et des documents présentant les enseignements tirés de l'expérience et à renforcer l'ancrage local et les capacités techniques et financières des acteurs locaux dans les domaines couverts par le projet. Au Siège, l'équipe du Fonds mettra en place des plateformes pour mutualiser les connaissances et les données d'expérience issues des activités d'évaluation, de suivi et de recherche menées par les bureaux de pays recevant un soutien du Fonds. Les bureaux de pays possédant de bonnes compétences dans certains domaines, tels que le suivi, la mobilisation de ressources ou la sensibilisation, seront invités à partager les enseignements qu'ils auront dégagés et les meilleures pratiques qu'ils auront adoptées. Ces échanges seront ouverts aux autres bureaux de pays.
63. Les membres du Conseil sont invités à contacter directement l'équipe du Fonds ainsi que les bureaux de pays concernés afin de suivre les progrès accomplis sur le terrain. Ces échanges leur fourniront des informations précieuses sur la mise en œuvre pratique du Fonds et sur les résultats qu'il permet d'obtenir. Le Conseil pourrait aussi envisager de se rendre dans l'un des pays bénéficiant de l'appui du Fonds dans le cadre de son programme de visites officielles de 2026 ou 2027.
64. Enfin, dans le cadre de l'initiative ONU80 en cours, les organismes ayant leur siège à Rome vont devoir harmoniser davantage leurs programmes pour gagner en efficacité et en cohérence et renforcer la coordination à l'échelle du système, en coordonnant leurs attributions respectives en matière de sécurité alimentaire afin d'obtenir de meilleurs résultats. Le modèle de programme du Fonds offre des pistes importantes pour mieux faire converger les activités de développement des différents organismes. Bien que l'évaluation du Fonds soit prévue pour début 2027, les membres du Conseil souhaiteront peut-être se pencher sur la manière dont cet instrument pourrait soutenir la mise en œuvre du nouveau Plan stratégique du PAM et promouvoir une collaboration accrue entre les organismes ayant leur siège à Rome et dans le cadre de l'initiative ONU80.

## ANNEXE

### Fonds d'aide à la transformation pour changer la vie: Vue d'ensemble des bureaux de pays

<b>Volet de sélection</b>	<b>Bureaux de pays et allocations</b>	<b>Priorités des programmes, financements d'amorçage du Fonds et financements catalytiques mobilisés jusqu'ici</b>
<i>Premier volet: Sortir de l'aide humanitaire</i>	Tchad	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Priorités: résilience</li> <li>• Des fonds d'amorçage de 7 millions de dollars ont généré 85,3 millions de dollars en provenance de la Banque mondiale, de fonds des Nations Unies, du Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'UE, du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement et de l'Italie.</li> </ul>
	Kenya	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Priorités: protection sociale et résilience</li> <li>• Des fonds d'amorçage de 6 millions de dollars ont généré 51,3 millions de dollars en provenance de la Banque mondiale, de fonds des Nations Unies, du Royaume des Pays-Bas, du Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement.</li> </ul>
	Philippines	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Priorités: repas scolaires et résilience</li> <li>• Des fonds d'amorçage de 5,5 millions de dollars ont généré 13,9 millions de dollars en provenance des Philippines, du Japon, du secteur privé, de l'Espagne, de fonds des Nations Unies et de la France.</li> </ul>
<i>Deuxième volet: Renforcement des systèmes nationaux</i>	Bangladesh	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Priorités: protection sociale</li> <li>• Des fonds d'amorçage de 6,6 millions de dollars ont généré 271,1 millions de dollars en provenance de la Banque mondiale, du Bangladesh et de la direction générale des partenariats internationaux de l'UE.</li> </ul>
	Iraq	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Priorités: protection sociale et moyens d'existence</li> <li>• Des fonds d'amorçage de 6 millions de dollars ont généré 8 millions de dollars en provenance de l'UE.</li> </ul>
	Niger	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Priorités: protection sociale</li> <li>• Des fonds d'amorçage de 7 millions de dollars ont généré 8 millions de dollars en provenance de la Banque de développement KfW.</li> </ul>
	Pérou	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Priorités: repas scolaires et protection sociale</li> <li>• Des fonds d'amorçage de 3,8 millions de dollars ont généré 59,8 millions de dollars en provenance du Pérou, du secteur privé, de la Suisse et de l'Accélérateur d'innovations du PAM.</li> </ul>
<i>Troisième volet: Adaptation aux changements climatiques</i>	Ghana	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Priorités: adaptation aux changements climatiques</li> <li>• Financements d'amorçage: 7 millions de dollars.</li> </ul>
	République-Unie de Tanzanie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Priorités: protection sociale et adaptation aux changements climatiques</li> <li>• Des fonds d'amorçage de 7 millions de dollars ont généré 4,2 millions de dollars en provenance de la Norvège, du Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de fonds du PAM pour l'action anticipatoire.</li> </ul>

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
UE	Union européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance